

Evolutions monétaires en Guyane au 31 décembre 2012

ÉVOLUTION FINANCIÈRE ET BANCAIRE INTERNATIONALE

Après une légère amélioration de la situation économique mondiale au cours du troisième trimestre 2012, favorisée par une activité plus forte dans les pays émergents et aux Etats-Unis, la croissance ne s'est pas poursuivie sur les trois derniers mois de l'année. Selon les projections du Fonds Monétaire International, la croissance devrait atteindre 3,5 % sur l'année 2013, contre 3,2 % en 2012.

Dans la zone euro, le PIB s'est contracté de 0,6 % au quatrième trimestre, en raison de la faiblesse de la demande intérieure. En France notamment, le taux de croissance affiche un repli de 0,3 % sur le trimestre.

Lors de sa réunion du 7 février 2013, le Conseil des gouverneurs de la Banque centrale européenne (BCE) a décidé de maintenir le taux d'intérêt des opérations principales de refinancement de l'Eurosystème ainsi que ceux de la facilité de prêt marginal et de la facilité de dépôt à respectivement 0,75 %, 1,50 % et 0,00 %. Au cours de la conférence de presse qui a suivi, le Président de la BCE a estimé que les risques entourant les perspectives économiques de la zone euro demeuraient orientés à la baisse.

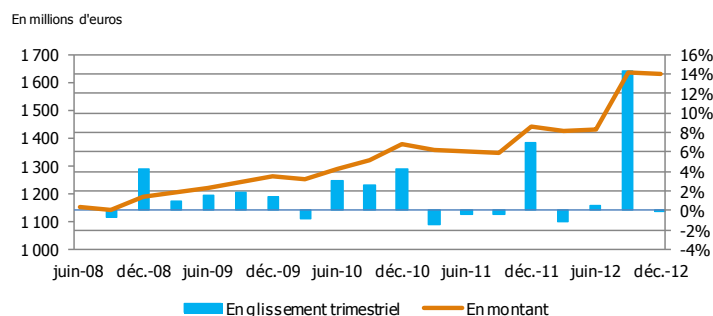
Il a également indiqué que les contreparties de l'Eurosystème ont remboursé 140,6 milliards d'euros sur les 489,2 milliards obtenus dans le cadre de la première des deux opérations de refinancement à trois ans, qui avaient été lancées par la BCE en décembre 2011 et mars 2012. Il a souligné que cela reflète l'amélioration de la confiance des marchés financiers.

UNE ACTIVITÉ FINANCIÈRE PLUS SOUTENUE EN FIN D'ANNÉE

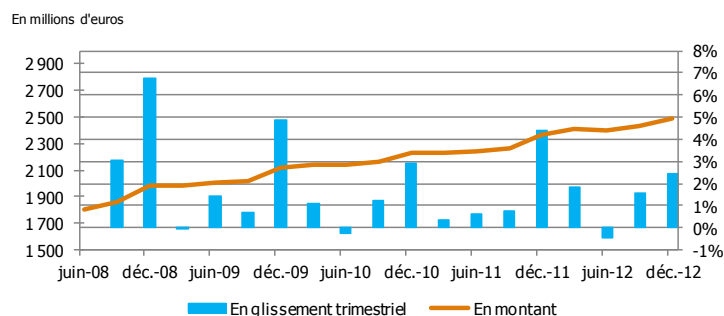
En dépit d'une situation conjoncturelle internationale en berne, l'activité de financement des agents économiques du département enregistre une nouvelle hausse au 4^{ème} trimestre (+ 2,45 %), portant l'encours sain de crédits à 2 494,6 M€. L'activité de crédit reste soutenue avec seulement trois baisses trimestrielles en 4 ans, portée aussi bien par les concours bancaires aux entreprises (+ 3,1 % sur le trimestre et + 5,4 % sur l'année) que par les financements en faveur des ménages (+ 2,8 % sur le trimestre et + 8,5 % sur l'année).

Les placements des agents économiques reculent de 0,1% au quatrième trimestre. Cette évolution est liée à une baisse des valeurs boursières alors que le portefeuille d'actions a pris une part importante dans les placements des entreprises guyanaises en 2012. Sur un an, l'ensemble des placements affichent une hausse de 13,4 %. Cependant cette hausse est à relativiser car elle est en grande partie liée à une opération d'achat d'actions en cours d'année. Si l'on neutralise l'impact de cette opération, la collecte reste néanmoins bien orientée avec une croissance de 3,4 %.

Evolution des actifs financiers



Evolution des concours bancaires



UNE ACTIVITÉ DE FINANCEMENT BIEN ORIENTÉE

Augmentation des crédits d'investissement et immobiliers des entreprises

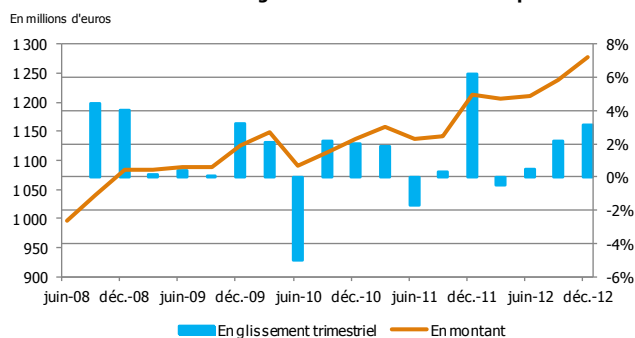
Les crédits consentis **aux entreprises** présentent une nouvelle hausse, plus marquée au 4^{ème} trimestre (+ 3,1 %), portant le montant d'encours sain à 1 277 M€, en progression de 5,4 % par rapport à 2011.

Avec une demande soutenue de logements et d'infrastructures liée à l'évolution démographique croissante, les **crédits immobiliers**, soit 61 % des crédits consentis aux entreprises et principalement aux bailleurs sociaux, constituent la principale composante du financement de l'économie avec un encours en hausse de + 1,5 % ce trimestre, concentrant 782 M€.

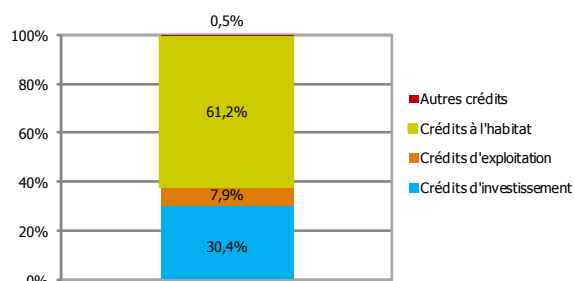
En lien avec cette croissance de l'activité, les **crédits à l'investissement** sont également bien orientés avec une hausse de 16,7 M€ soit + 4,5 % portant l'encours à 388 M€. Sur un an l'encours recule de 5,6 %. Néanmoins cette baisse est à relativiser dans la mesure où la fin de l'année 2011 avait vu la réalisation d'un nombre importants d'opérations (notamment des programmes de construction de logement sociaux) ; le niveau d'activité fin 2012 s'inscrit sur une tendance haussière de plusieurs années. La hausse en fin d'année des crédits à l'investissement est liée majoritairement aux **crédits d'équipement** (+ 12 M€), résultant de la réalisation des grands chantiers alimentant aussi l'activité des sous traitants et PME locales.

Les **crédits d'exploitation** suivent également cette tendance favorable avec une progression de 11,9 % ce trimestre, soit la plus forte hausse enregistrée depuis juin 2011. Sur l'ensemble de l'année 2012 ils progressent de 26,2 %.

Evolution globale des crédits aux entreprises



Répartition des crédits aux entreprises



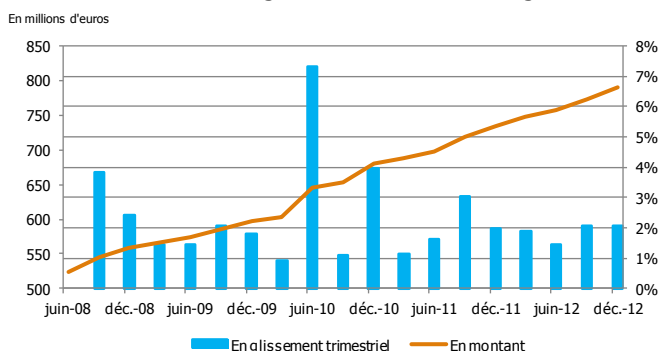
Poursuite de la croissance des crédits aux ménages

L'activité de crédit **aux ménages** poursuit sa progression continue depuis 2008, avec une hausse de 2,8 % ce trimestre, portant l'encours sain de crédit à 795,7 M€ à fin décembre 2012, soit +8,8 % sur un an.

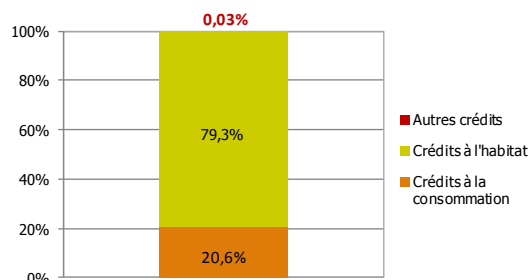
Le **financement de l'habitat**, en lien avec l'évolution démographique, contribue majoritairement à cette tendance (les crédits à l'habitat concentrent 79 % de l'encours sain consenti aux ménages) avec un encours de 630,8 M€, en progression de 3,2 % ce trimestre et de 11,6 % sur l'année.

Les **crédits à la consommation**, représentant 21 % des engagements consentis aux ménages, enregistrent une hausse plus modérée au quatrième trimestre (2,3 M€, soit + 1,4 %), avec une diminution significative des comptes ordinaires débiteurs (- 0,9 M€, soit - 6,7 %), compensée par une hausse des **crédits de trésorerie** (+ 3,5 M€, soit + 2,7 %). Ces évolutions s'inscrivent dans une tendance plus générale de stagnation des crédits à la consommation sur l'année 2012 (+ 0,1 %) qui s'illustre notamment par des importations de biens de consommation moins élevées qu'en 2011 et une baisse des ventes de véhicules neufs aux particuliers.

Evolution globale des crédits aux ménages



Répartition des crédits aux ménages



Baisse des financements en faveur des collectivités locales

Les **crédits aux collectivités locales** s'inscrivent en baisse de 2,1 % ce trimestre pour s'établir à 380,6 M€. Sur un an, la contraction de l'encours sain est également significative (- 2,0 % en dépit d'une évolution positive enregistrée au 1^{er} trimestre de l'année 2012). Ils sont quasi exclusivement composés de **crédits à l'équipement** (99,8 %), en baisse de 2,0 % sur le trimestre. Les **crédits d'exploitation**, déjà peu élevés, accusent également une nouvelle baisse ce trimestre de 34,5 %.

Stabilisation du niveau de sinistralité

Les **créances douteuses brutes** des établissements de crédit installés localement enregistrent une baisse de 1,7 % au cours du 4^{ème} trimestre qui ne suffit toutefois pas à compenser les hausses du début d'année, ce qui porte le taux de croissance annuelle à 3,7 %. Relativement stable depuis septembre 2010 le taux de créances douteuses brutes des établissements locaux ressort ainsi à 4,2 %.

Le **taux de provisionnement** des créances douteuses, en très légère baisse au dernier trimestre, reste relativement stable sur toute l'année pour se situer à 59 %.

UNE EVOLUTION DES ACTIFS FINANCIERS EN DEMI-TEINTE

Les actifs financiers détenus par les agents économiques présentent une diminution très modérée sur le dernier trimestre de l'année (- 0,1 %), pour s'établir à 1 631,8 M€. Sur l'année les actifs financiers progressent de + 13,4 %. Cependant, comme indiqué supra, cette hausse sur l'année est en grande partie le fruit d'une importante opération d'achat d'actions en cours d'année. La neutralisation de cette opération ramène le taux de croissance annuelle des actifs financiers à 3,4 %.

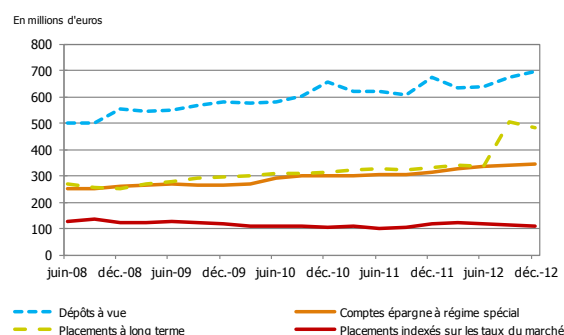
Principale composante des actifs financiers, les **dépôts à vue** (43 %) enregistrent ce trimestre une progression de 3,1 %.

Les **placements liquides** pour leur part diminuent de 3,3 M€ (- 0,7 %) du fait d'une décollecte sur les placements indexés sur les taux de marché (- 4,3 %, soit - 4,8 M€), que ne parvient pas à compenser la hausse plus modérée sur les comptes d'épargne à régime spécial (+ 0,4 %, soit + 1,5 M€).

L'évolution globale des actifs financiers s'analyse à la lumière d'une fluctuation boursière, à l'origine d'une diminution des placements à long terme de 19,6 M€ (- 3,9 %) ce trimestre.

Les **placements à long terme** enregistrent une baisse de 3,9 % ce trimestre. Ce recul est du à la baisse du portefeuille d'actions en raison des fluctuations du cours de bourse. Sur l'année 2012, le taux de croissance des placements à long terme s'affiche à 46,8 %. Après neutralisation de l'effet de l'opération d'acquisition en cours d'année, le taux de croissance est ramené à 4 %.

Evolution des principales composantes des actifs financiers



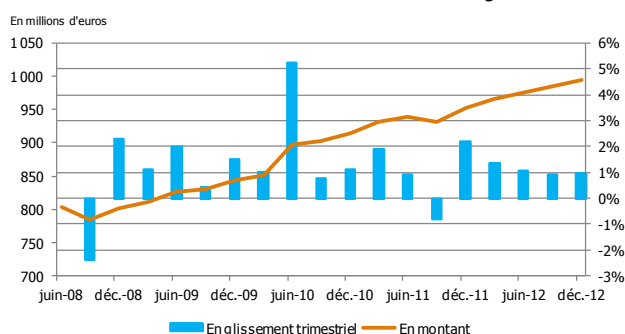
Augmentation de l'épargne des ménages

Dans un contexte de baisse de la consommation, conjugué à des conditions avantageuses sur certains supports de placement, l'épargne des ménages progresse de 1 % et s'établit à 993 M€.

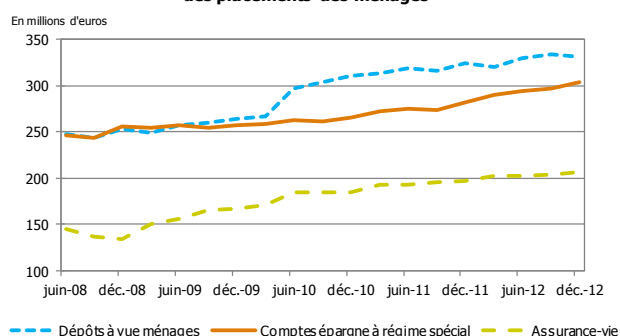
La diminution observée sur les dépôts à vue au 4^{ème} trimestre (- 1,68 M€ soit - 0,5 %) est compensée par l'augmentation des placements liquides (+ 6,5 M€ soit + 2,0 %), et à plus long terme (+ 4,6 M€ soit + 1,0 %).

Une décollecte importante est observée au niveau des livrets ordinaires (- 6,5 M€, - 7 %), au profit de produits d'épargne ayant bénéficié de conditions plus favorables (relèvement des plafonds). Il en résulte une collecte en forte hausse sur les livrets A et bleus (+ 9 M€, + 6 %), ainsi que sur les livrets de développement durable (+ 3,7 M€ soit + 21,8 %). Les placements à long terme s'inscrivent également en hausse avec toutefois une diminution des portefeuilles titres (- 1,4 %) au profit des contrats d'assurance vie (+ 3 M€ soit + 1,5 %), plus recherchés par les agents soucieux de sécuriser leur épargne.

Evolution des actifs financiers des ménages



Evolution des principales composantes des placements des ménages



Légère hausse des actifs financiers des entreprises

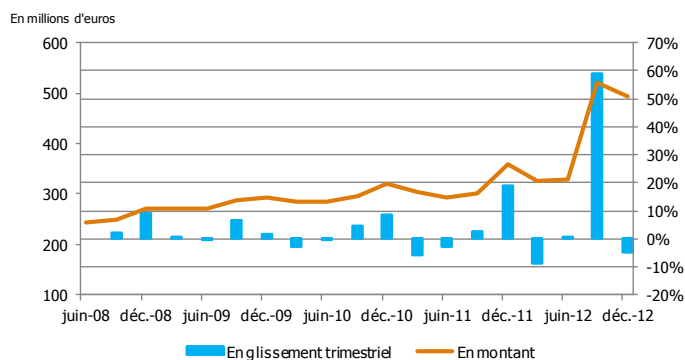
Les actifs financiers des entreprises baissent de 3,9 % au quatrième trimestre pour s'établir à près de 500 M€ au 31 décembre 2012. En évolution annuelle, le retraitement de l'opération exceptionnelle (cf. supra) survenue au 3^{ème} trimestre 2012 s'impose afin de mieux appréhender la situation réelle des placements des entreprises. Les actifs financiers des entreprises affichent une hausse de + 1,0 % sur un an, avec un encours total de 357,5 M€.

Malgré une hausse conséquente des dépôts à vue (+ 5,0 %, soit + 13,9 M€), la baisse des placements à court terme (- 11 %, soit - 10 M€) et à long terme (- 13,7 %, soit - 23,9 M€) explique cette diminution de l'ensemble des placements des entreprises au cours du quatrième trimestre. Les placements liquides sont impactés par une décollecte importante sur les certificats de dépôts (- 4 M€, - 6,9 %) et sur les comptes d'épargne à régime spécial (- 5,9 M€, - 21 %). Cette décollecte est également observée au niveau des dépôts à vue, probablement pour financer le besoin en fonds de roulement des entreprises.

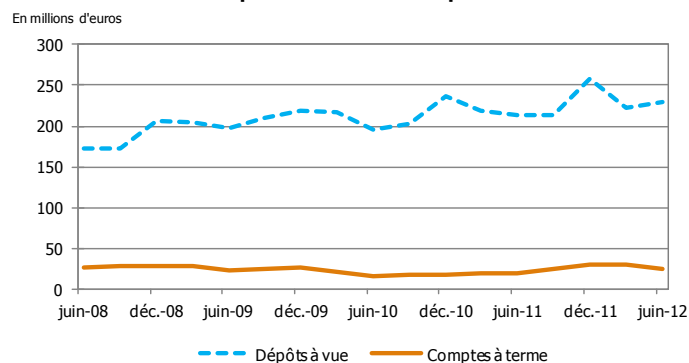
Augmentation des placements des autres agents

Les placements des autres agents économiques s'élèvent à 138,5 M€ et enregistrent une hausse de 6,5 % au dernier trimestre (+ 8,4M€). Cette hausse résulte essentiellement de la progression de 10 % des dépôts à vue. Les placements liquides progressent de près de 1 % alors que les placements à long terme sont en retrait (- 9,8 %), soit une variation peu significative au regard de son plus faible poids dans les encours (2,7 M€, soit 2 % de l'encours de la catégorie « Autres agents »).

Evolution des actifs financiers des entreprises



Evolution des principales composantes des placements des entreprises



MÉTHODOLOGIE

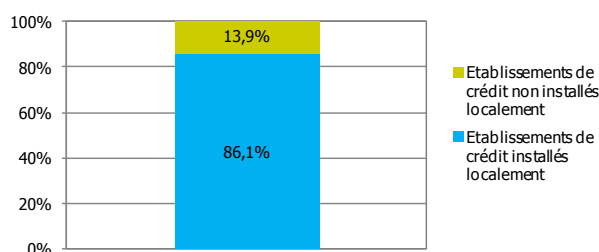
- L'ensemble des données concernent des encours. Elles sont issues des déclarations SURFI (Système Unifié de Reporting Financier) des établissements de crédit.
- Les crédits présentés dans cette note concernent ceux accordés à l'ensemble des agents économiques présents sur le territoire, soit par les établissements de crédit disposant d'une implantation locale significative (établissements installés localement dits ECIL), soit ceux n'en détenant pas (établissement de crédits non installés localement dits ECNIL). Les actifs présentés sont ceux déposés par l'ensemble des agents économiques auprès de ces deux types d'établissements.
- Les données de l'épargne de long terme ne sont pas exhaustives car elles n'incluent que très partiellement les encours des contrats d'assurance-vie souscrits par des ECIL, mais gérés à l'extérieur, et ne comprennent pas celles relatives aux opérations de compagnie d'assurance intervenant localement.
- Les données des entrepreneurs individuels sont réparties entre les catégories « entreprises » et « ménages »: les crédits à l'habitat et les comptes ordinaires débiteurs sont comptabilisés dans les crédits aux particuliers, alors que les autres crédits apparaissent dans la catégorie des entreprises. Quant aux actifs des entrepreneurs individuels, ils sont comptabilisés dans les données des ménages.

TABLEAUX STATISTIQUES

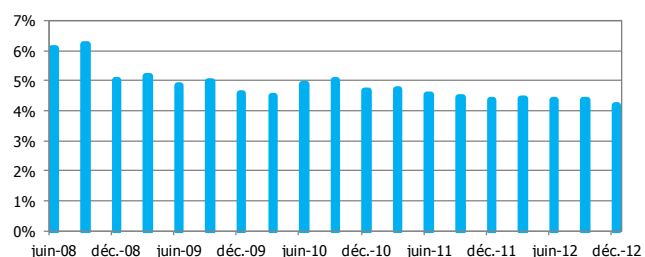
Les crédits à l'économie

	Montants en millions d'euros								Variations	
	déc-08	déc-09	déc-10	déc-11	mars-12	juin-12	sept-12	déc-12	1 an	1 trim
Entreprises										
Crédits d'exploitation	109,5	88,2	72,8	80,1	83,2	92,735	90,3	101,0	26,2%	11,9%
<i>Créances commerciales</i>	12,6	17,2	7,0	10,3	9,3	8,5	7,8	9,2	-9,9%	19,2%
<i>Crédits de trésorerie</i>	52,9	45,2	37,2	35,9	35,0	33,0	30,8	35,5	-0,9%	15,4%
(dt) <i>Entrepreneurs individuels</i>	10,1	9,1	7,1	7,2	6,8	6,5	5,8	6,0	-17,2%	2,4%
<i>Comptes ordinaires débiteurs</i>	43,1	25,1	21,6	27,8	33,0	44,8	44,7	47,5	71,2%	6,2%
<i>Affacturage</i>	0,9	0,6	7,1	6,2	5,8	6,5	7,0	8,7	40,8%	24,1%
Crédits d'investissement	345,6	355,4	344,9	411,8	382,8	364,8	371,8	388,6	-5,6%	4,5%
<i>Crédits à l'équipement</i>	259,3	274,3	275,3	317,1	288,3	273,1	281,8	294,0	-7,3%	4,3%
(dt) <i>Entrepreneurs individuels</i>	23,1	21,5	37,9	37,5	39,6	26,2	25,5	25,4	-32,4%	-0,5%
<i>Crédit-bail</i>	86,3	81,1	69,6	94,7	94,5	91,7	90,0	94,6	-0,1%	5,1%
Crédits à l'habitat	624,5	677,8	714,8	714,8	734,4	749,4	770,8	782,1	9,4%	1,5%
Autres crédits	3,4	3,2	4,3	6,0	6,0	5,1	6,0	6,2	3,7%	3,4%
Encours sain	1 082,9	1 124,6	1 136,9	1 212,6	1 206,4	1 212,1	1 238,9	1 277,8	5,4%	3,1%
Ménages										
Crédits à la consommation	170,8	170,2	169,5	168,1	164,5	163,5	162,3	164,7	-2,0%	1,4%
<i>Crédits de trésorerie</i>	154,1	150,6	146,6	140,7	137,2	137,3	134,4	138,0	-1,9%	2,7%
<i>Comptes ordinaires débiteurs</i>	7,2	7,8	9,0	12,8	12,8	11,9	13,8	12,9	0,5%	-6,7%
<i>Crédit-bail</i>	9,5	11,8	13,8	14,6	14,6	14,3	14,1	13,8	-5,5%	-2,3%
Crédits à l'habitat	384,5	426,0	509,9	565,4	582,8	594,5	611,2	630,9	11,6%	3,2%
Autres crédits	2,9	0,5	0,1	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	-10,5%	-0,7%
Encours sain	558,2	596,7	679,4	733,7	747,5	758,2	773,8	795,7	8,5%	2,8%
Collectivités locales										
Crédits d'exploitation	2,5	2,3	0,3	1,3	21,3	0,9	0,9	0,6	-54,5%	-34,5%
<i>Crédits de trésorerie</i>	2,5	1,6	0,1	0,1	0,2					
<i>Comptes ordinaires débiteurs</i>	0,0	0,8	0,2	1,2	21,1	0,9	0,9	0,6	-51,7%	-34,5%
Crédits d'investissement	300,6	358,5	364,8	386,7	400,3	393,6	387,6	379,8	-1,8%	-2,0%
<i>Crédits à l'équipement</i>	300,1	358,1	364,6	386,6	400,2	393,6	387,6	379,8	-1,8%	-2,0%
Autres crédits	1,1	0,8	0,8	0,5	0,5	0,4	0,4	0,2	-57,7%	-37,2%
Encours sain	304,1	361,6	365,9	388,5	422,1	394,9	388,9	380,7	-2,0%	-2,1%
Autres agents										
Encours sain	36,1	36,2	44,5	29,7	32,5	31,7	33,4	40,3	35,9%	20,6%
TOTAL										
Encours sain	1 981,3	2 119,2	2 226,7	2 364,6	2 408,6	2 396,9	2 434,9	2 494,6	5,5%	2,4%
<i>dont ECNIL</i>	339,5	337,0	328,4	366,2	362,6	339,9	338,9	347,1		
Créances douteuses brutes	103,2	91,5	102,7	98,9	102,4	104,6	106,5	105,5	6,7%	-0,9%
<i>Créances douteuses nettes</i>	38,7	28,9	38,9	38,7	41,1	42,8	43,1	43,2	11,6%	0,1%
(dt) <i>Entreprises</i>	20,3	16,0	29,0	28,8	31,2	31,7	32,8	31,6	9,8%	-3,7%
(dt) <i>Ménages</i>	14,9	12,2	8,4	9,7	9,6	10,8	10,0	11,3	17,4%	12,9%
Provisions	64,5	62,6	63,9	60,2	61,3	61,8	63,3	62,3	3,5%	-1,6%
Encours brut total	2 084,5	2 210,6	2 329,5	2 463,5	2 511,0	2 501,5	2 541,4	2 600,1	5,5%	2,3%
<i>Taux de créances douteuses</i>	4,9%	4,1%	4,4%	4,0%	4,1%	4,2%	4,2%	4,1%	0,0 pt	-0,1 pt
<i>Taux de créances douteuses des ECIL</i>	5,0%	4,6%	4,7%	4,3%	4,4%	4,4%	4,4%	4,2%	-0,1 pt	-0,2 pt
<i>Taux de provisionnement</i>	62,5%	68,4%	62,2%	60,9%	59,9%	59,1%	59,5%	59,0%	-1,8 pt	-0,4 pt

Répartition des concours bancaires sains



Evolution du taux de créances douteuses brutes des établissements installés localement



Les placements des agents économiques

	Montants en millions d'euros								Variations	
	déc-08	déc-09	déc-10	déc-11	mars-12	juin-12	sept-12	déc-12	1 an	1 trim
Sociétés non financières	270,5	293,6	320,5	358,4	326,1	327,2	520,1	499,9	39,5%	-3,9%
Dépôts à vue	205,5	218,6	235,8	258,1	223,0	229,2	255,7	269,6	4,5%	5,5%
Placements liquides ou à court terme	61,8	69,8	79,3	92,3	94,1	89,6	89,4	79,3	-14,1%	-11,4%
Comptes d'épargne à régime spécial	0,3	0,5	23,5	18,3	21,3	24,1	28,3	22,3	n.s	-21,0%
Placements indexés sur les taux de marché	61,5	69,2	55,8	74,1	72,8	65,5	61,2	56,9	-23,1%	-6,9%
<i>dont comptes à terme</i>	27,9	26,3	17,6	29,2	30,7	24,5	20,6	21,2	-27,3%	3,1%
<i>dont OPCVM monétaires</i>	32,1	41,6	34,2	34,0	32,0	31,9	32,3	31,4	-7,6%	-2,7%
<i>dont certificats de dépôt</i>	1,4	1,4	4,0	10,9	10,1	9,1	8,3	4,3	-60,6%	-48,2%
Epargne à long terme	3,3	5,3	5,4	8,0	9,0	8,4	175,0	151,1	x 17,9	-13,7%
<i>dont OPCVM non monétaires</i>	3,0	3,1	3,5	5,0	5,0	4,5	4,5	4,0	-20,0%	-9,8%
Ménages	802,0	843,1	913,5	952,0	964,9	975,0	983,9	993,5	4,4%	1,0%
Dépôts à vue	253,4	263,2	310,1	324,3	320,5	328,9	333,1	331,4	2,2%	-0,5%
Placements liquides ou à court terme	300,2	291,4	298,7	309,7	318,5	323,2	325,2	331,8	7,1%	2,0%
Comptes d'épargne à régime spécial	256,0	256,9	265,0	282,2	290,2	294,6	296,8	303,5	7,5%	2,3%
<i>dont livrets ordinaires</i>	78,7	81,5	83,3	89,9	94,1	95,6	98,4	91,8	2,1%	-6,7%
<i>dont livrets A et bleus</i>	117,7	122,2	129,8	140,2	143,9	146,2	146,2	155,3	10,7%	6,2%
<i>dont livrets jeunes</i>	4,7	2,7	2,6	2,3	2,2	2,2	2,1	2,1	-8,6%	2,0%
<i>dont livrets d'épargne populaire</i>	15,9	10,7	9,1	7,6	6,8	6,8	6,9	7,0	-7,9%	2,1%
<i>dont livrets de développement durable</i>	14,0	14,7	15,3	16,4	17,1	17,5	17,3	21,1	28,4%	21,8%
<i>dont comptes d'épargne logement</i>	24,8	25,1	25,0	25,7	26,0	26,2	25,9	26,2	1,9%	1,1%
Placements indexés sur les taux de marché	44,2	34,5	33,7	27,5	28,4	28,7	28,4	28,3	3,0%	-0,4%
<i>dont comptes créditeurs à terme</i>	31,3	21,2	20,1	19,1	20,2	20,9	21,2	20,6	8,0%	-2,5%
<i>dont bons de caisse</i>	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0		
<i>dont OPCVM monétaires</i>	12,9	13,3	13,6	8,3	8,2	7,7	7,2	7,7	-8,3%	5,7%
Epargne à long terme	248,3	288,5	304,6	318,0	325,8	322,8	325,6	330,3	3,9%	1,4%
<i>dont plans d'épargne logement</i>	78,1	79,5	82,6	86,4	86,9	86,4	87,1	88,8	2,8%	1,9%
<i>dont plans d'épargne populaire</i>	6,7	6,1	5,9	5,7	5,5	5,4	5,4	5,4	-5,8%	1,2%
<i>dont autres comptes d'épargne</i>	1,1	1,0	0,8	0,9	0,9	0,9	0,9	0,7	-19,3%	-15,0%
<i>dont portefeuille-titres</i>	11,0	15,4	15,8	15,2	18,8	17,7	18,2	17,9	18,2%	-1,5%
<i>dont OPCVM non monétaires</i>	17,4	19,1	15,4	12,6	11,4	10,5	10,4	10,7	-15,4%	2,2%
<i>dont contrats d'assurance-vie</i>	133,9	167,4	184,2	197,2	202,4	201,9	203,6	206,7	4,8%	1,5%
Autres agents	118,6	123,6	143,0	128,0	131,3	128,0	130,1	138,5	8,2%	6,5%
Dépôts à vue	93,5	100,1	110,5	94,4	91,1	81,6	85,7	94,1	-0,3%	9,8%
Placements liquides ou à court terme	23,3	21,8	29,3	29,9	35,4	42,7	41,3	41,6	39,5%	0,7%
Comptes d'épargne à régime spécial	6,2	9,1	12,1	12,9	14,6	17,2	17,7	18,5	43,1%	4,4%
Placements indexés sur les taux de marché	17,1	12,7	17,1	16,9	20,8	25,5	23,7	23,2	36,7%	-2,1%
<i>dont comptes à terme</i>	7,5	6,9	8,3	11,2	14,5	14,9	14,8	14,5	29,6%	-1,9%
Epargne à long terme	1,7	1,8	3,2	3,8	4,8	3,7	3,0	2,7	-28,1%	-9,8%
Total actifs financiers	1 191,1	1 260,4	1 377,0	1 438,5	1 422,3	1 430,1	1 634,1	1 631,9	13,4%	-0,1%
Dépôts à vue	552,4	581,9	658,5	678,2	634,6	639,7	674,4	695,1	2,5%	3,1%
Placements liquides ou à court terme	385,3	382,9	407,3	431,9	448,1	455,5	456,0	452,7	4,8%	-0,7%
Comptes d'épargne à régime spécial	262,6	266,5	300,7	313,4	326,1	335,9	342,8	344,3	9,9%	0,4%
<i>dont livrets ordinaires</i>	83,4	87,4	92,5	99,8	105,8	109,4	112,3	106,4	6,6%	-5,3%
<i>dont livrets A et bleus</i>	118,7	125,2	156,2	161,5	168,2	173,8	178,3	181,5	12,4%	1,8%
<i>dont livrets jeunes</i>	4,7	2,7	2,6	2,3	2,2	2,2	2,1	2,1	-8,6%	1,9%
<i>dont livrets d'épargne populaire</i>	15,9	10,7	9,1	7,6	6,8	6,8	6,9	7,0	-8,1%	2,0%
<i>dont livrets de développement durable</i>	14,0	14,7	15,3	16,4	17,1	17,5	17,3	21,1	28,5%	21,9%
<i>dont comptes d'épargne logement</i>	24,8	25,1	25,0	25,7	26,1	26,2	25,9	26,2	1,8%	1,1%
Placements indexés sur les taux de marché	122,8	116,4	106,6	118,5	122,0	119,6	113,2	108,4	-8,5%	-4,3%
<i>dont comptes créditeurs à terme</i>	66,7	54,3	45,9	59,5	65,4	60,3	56,6	56,4	-5,2%	-0,3%
<i>dont bons de caisse</i>	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0		
<i>dont certificats de dépôt</i>	1,4	1,4	4,0	10,9	10,1	9,1	8,3	4,3	-60,6%	-48,2%
<i>dont OPCVM monétaires</i>	54,6	60,7	56,7	48,1	46,5	50,2	48,4	47,7	-0,8%	-1,4%
Epargne à long terme	253,3	295,5	313,3	329,8	339,6	334,9	503,7	484,1	46,8%	-3,9%
<i>dont plans d'épargne logement</i>	78,1	79,5	82,6	86,5	86,9	86,5	87,2	88,9	2,8%	1,9%
<i>dont plans d'épargne populaire</i>	6,7	6,1	5,9	5,8	5,5	5,4	5,4	5,4	-5,8%	1,2%
<i>dont autres comptes d'épargne</i>	1,1	1,0	0,8	0,9	0,9	0,9	0,9	0,7	-19,3%	-15,0%
<i>dont actions</i>	8,0	10,9	11,4	10,8	11,6	10,7	177,6	153,0	x13,2	-13,8%
<i>dont obligations</i>	4,0	7,4	7,1	8,5	12,9	12,6	13,1	13,9	62,6%	6,3%
<i>dont OPCVM non monétaires</i>	21,5	23,3	21,3	20,2	19,3	16,8	16,0	15,4	-23,5%	-3,5%
<i>dont contrats d'assurance-vie</i>	133,9	167,4	184,2	197,2	202,4	201,9	203,6	206,7	4,8%	1,5%

Toutes les publications de l'IEDOM sont accessibles et téléchargeables gratuitement sur le site www.iedom.fr

Directeur de la publication : N. de SEZE – Responsable de la rédaction : F. DUFRESNE
Editeur et imprimeur : IEDOM - Achievé d'imprimer : Mars 2013